

**Art. 5.** Lors de chaque demande, une rétribution doit être payée à concurrence de :

- 1° € 200 pour un avis ad hoc;
- 2° € 2000 pour l'avis complexe.

Au cas où la demande est retirée après le paiement de la rétribution, celle-ci reste acquise.

Au cas où, en application de l'article 2, § 2, la validation est refusée, la rétribution payée est remboursée.

**Art. 6.** Les rétributions sont versées sur le compte de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé n° 679-0021942-20, IBAN : BE28 67900219 4220, BIC : PCHQBEBB

**Art. 7.** Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

**Art. 5.** Bij elke aanvraag dient een retributie te worden betaald ten bedrage van :

- 1° € 200 voor een advies ad hoc;
- 2° € 2000 voor het complex advies.

In het geval de aanvraag wordt ingetrokken na de betaling van de retributie, blijft deze verworven.

In het geval bij toepassing van artikel 2, § 2, de validering wordt geweigerd, wordt de betaalde retributie terugbetaald.

**Art. 6.** De retributies worden gestort op de rekening van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten nr. 679-0021942-20, IBAN : BE28 6790 0219 4220, BIC : PCHQBEBB

**Art. 7.** Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1326

[2009/201639]

**3 AVRIL 2009. — Décret modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des modifications au décret du 10 mars 1994  
relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, remplacé par le décret du 8 février 1996 et modifié par les décrets du 4 février 1999 et du 27 novembre 2003 et par le décret-programme du 23 février 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1<sup>er</sup>. La société est chargée :

1° de la mise à disposition, à titre onéreux, au profit des utilisateurs, des infrastructures routières et autoroutières relevant du programme d'achèvement des chaînons manquants, de suppression des goulets d'étranglement et d'achèvement des grands axes inscrits sur les schémas européens du réseau transeuropéen de transports, dont elle assure à la fois le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation.

Par mise à disposition, on entend l'octroi du droit d'accéder aux infrastructures et de les utiliser, dans le respect de leur nature et de leur affectation;

2° de l'entretien, dont elle assure à la fois le financement et la réalisation, à titre onéreux, du réseau routier et autoroutier construit d'intérêt régional.

Au sens de la présente disposition, on entend :

a) par réseau routier et autoroutier, la partie du domaine public revêtue, affectée à la route et destinée à la circulation des véhicules, en ce compris les zones d'immobilisation et à l'exclusion des dépendances;

b) par réseau d'intérêt régional, les infrastructures qui appartiennent au domaine de la Région wallonne;

3° de la gestion, à titre onéreux, du fonctionnement des infrastructures fluviales relevant du programme d'achèvement des chaînons manquants et de suppression des goulets d'étranglement inscrits sur les schémas européens du réseau transeuropéen de transports, dont elle assure à la fois le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation.

Par gestion du fonctionnement, on entend l'exécution des services matériels consistant en la gestion du fonctionnement des infrastructures, en ce compris la fourniture des services nécessaires à ce fonctionnement et à l'utilisation de ces infrastructures en vue de permettre la fourniture par la Région wallonne du service public lié aux voies navigables et l'usage optimal de ces voies navigables en Région wallonne, et la responsabilité de ce fonctionnement, ainsi que l'octroi du droit d'utiliser ces infrastructures;

4° de gérer les infrastructures d'intérêt public et de percevoir les recettes visées à l'article 8bis afin de concourir à la valorisation commerciale du réseau routier et fluvial de la Région et de contribuer au financement des compétences visées aux 1° à 3°.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des infrastructures visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, qu'il décide de réaliser et de confier à la société.

§ 3. La programmation financière des travaux visés par le présent article est arrêtée par le conseil d'administration de la société et est soumise à l'approbation du Gouvernement. »

**Art. 2.** A l'article 3, alinéa, 1<sup>er</sup>, 2°, les mots "à l'article 2, § 2" sont remplacés par les mots "à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4°".

**Art. 3.** La deuxième phrase de l'article 11, § 2, alinéa 3, du même décret modifié par le décret du 4 février 1999, est supprimée.

Un quatrième alinéa est ajouté à l'article 11, § 2, formulé comme suit :

« Les modalités de perception des péages sont déterminées par la société et approuvées par le Gouvernement ».

**Art. 4.** Un article 11bis est inséré, rédigé comme suit :

« La société bénéficie du régime d'exemption de la Région pour ce qui concerne le précompte immobilier ».

#### CHAPITRE II. — *Des dispositions concernant l'octroi de la garantie de la Région wallonne*

**Art. 5.** Le Gouvernement détermine les modalités qui devront encadrer tout octroi de la garantie régionale.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement wallon est autorisé, à partir du 19 décembre 2008, à accorder, pour compte des communes et des provinces de la Région wallonne, la garantie de la Région wallonne au Holding communal et ce, aux conditions que le Gouvernement détermine.

§ 2. En cas d'appel de la garantie régionale octroyée ou renouvelée après le 31 mars 2009 pour compte des communes et des provinces de la Région wallonne, le coût est supporté par ces dernières, au prorata de leurs participations dans l'actionnariat du Holding communal, selon des modalités précisées par le Gouvernement, le cas échéant au travers d'emprunts contractés auprès du compte CRAC.

**Art. 7.** Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région aux emprunts contractés par la Société wallonne du Crédit social et par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie sur les marchés des capitaux en vue de financer les éco-prêts visés aux arrêtés du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et par la Société wallonne du Crédit social.

Le Gouvernement est autorisé à accorder la garantie de la Région pour les prêts octroyés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie.

#### CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 8.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 6 produit ses effets à la date du 19 décembre 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon, 954 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 et 2.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 1<sup>er</sup> avril 2009.*

*Discussion - Votes.*

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1326

[2009/201639]

**3. APRIL 2009 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen und zur Festlegung von Bestimmungen über die Gewährung der Bürgschaft der Region (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 10. März 1994  
über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen*

**Artikel 1** - Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen, ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996 und abgeändert durch die Dekrete vom 4. Februar 1999, vom 27. November 2003 und durch das Programm-Dekret vom 23. Februar 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1 - Die Gesellschaft wird beauftragt mit:

1° der Zurverfügungstellung, gegen Entgelt und zugunsten der Benutzer, der Straßen- und Autobahninfrastrukturen, die mit dem Programm zur Fertigstellung der fehlenden Abschnitte, zur Beseitigung der Engpässe und zur Fertigstellung der Hauptverkehrsstraßennetze, die in den europäischen Schemen des transeuropäischen Transportnetzes eingetragen sind, verbunden sind, für welche sie sowohl die Finanzierung, den Bau, den Unterhalt und die Betreibung sichert.

Unter Zurverfügungstellung versteht man die Gewährung des Rechtes, Zugang zu den Infrastrukturen zu haben und sie unter Berücksichtigung ihrer Art und Zweckbestimmung zu benutzen;

2° dem Unterhalt, indem sie sowohl die Finanzierung als auch die Durchführung des gebauten Straßen- und Autobahnnetzes regionalen Interesses gegen Entgelt gewährleistet.

Im Sinne der vorliegenden Bestimmung versteht man unter:

a) Straßen- und Autobahnnetz: den beschichteten Teil des öffentlichen Gebiets, der als Straße verwendet wird und zum Verkehr der Fahrzeuge bestimmt ist, einschließlich der Standflächen und ausschließlich der Nebenanlagen;

b) Netz regionalen Interesses: die dem Gebiet der Wallonischen Region gehörenden Infrastrukturen;

3° der Verwaltung - gegen Entgelt - des Betriebs der Flussinfrastrukturen, die mit dem Programm zur Fertigstellung der fehlenden Abschnitte und zur Beseitigung der Engpässe, die in den europäischen Schemen des transeuropäischen Transportnetzes eingetragen sind, verbunden sind, für welche sie sowohl die Finanzierung, den Bau, den Unterhalt und die Betreibung sichert.

Unter Verwaltung des Betriebs versteht man die Durchführung der materiellen Dienste, die in der Verwaltung des Betriebs der Infrastrukturen bestehen, einschließlich der Erbringung der Dienstleistungen, die zum Betrieb und zur Benutzung dieser Infrastrukturen notwendig sind, um die Leistung des mit den schiffbaren Wasserstraßen verbundenen öffentlichen Dienstes durch die Wallonische Region und die optimale Benutzung dieser Wasserstraßen in der Wallonischen Region zu ermöglichen, und die Verantwortung für diesen Betrieb sowie die Gewährung des Rechtes, diese Infrastrukturen zu verwenden;

4° der Verwaltung der Infrastrukturen öffentlichen Interesses und dem Bezug der in Artikel 8bis erwähnten Einnahmen, um der kommerziellen Verwertung des Straßen- und Flussnetzes der Region beizutragen und sich an der Finanzierung der unter 1° bis 3° erwähnten Befugnisse zu beteiligen.

§ 2 - Die Regierung setzt die Liste der in § 1, 1° und 3° erwähnten Infrastrukturen fest, die sie durchzuführen und der Gesellschaft anzuvertrauen beschließt.

§ 3 - Die finanzielle Programmplanung der im vorliegenden Artikel erwähnten Arbeiten wird durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft festgelegt und der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.»

**Art. 2** - In Artikel 3 Absatz 1 2° wird der Wortlaut "in Artikel 2 § 2" durch den Wortlaut "in Artikel 2 § 1 4°" ersetzt.

**Art. 3** - Der zweite Satz von Artikel 11 § 2 Absatz 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 4. Februar 1999, wird gestrichen.

Ein vierter Absatz mit folgendem Wortlaut wird dem Artikel 11 § 2 beigelegt:

«Die Modalitäten der Gebührenerhebung werden von der Gesellschaft bestimmt und von der Regierung genehmigt.»

**Art. 4** - Ein Artikel 11bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Die Gesellschaft kommt in den Genuss der Befreiungsregelung der Region, was den Immobiliensteuervorabzug betrifft.»

KAPITEL II — *Bestimmungen bezüglich der Gewährung der Bürgschaft der Wallonischen Region*

**Art. 5** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten, in deren Rahmen jegliche Gewährung der Bürgschaft der Region erfolgen muss.

**Art. 6 - § 1** - Die Wallonische Regierung darf ab dem 19. Dezember 2008 dem "Holding communal" die Bürgschaft der Wallonischen Region für Rechnung der Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region gewähren, und dies unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen.

§ 2 - Bei Inanspruchnahme der nach dem 31. März 2009 gewährten oder erneuerten Bürgschaft für Rechnung der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region werden die Kosten von den Letzteren getragen, dies im Verhältnis zu ihrer Beteiligung an der Masse der Aktieninhaber des "Holding communal", gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten, gegebenenfalls auf der Grundlage von bei dem Crac-Konto aufgenommenen Anleihen.

**Art. 7** - Die Wallonische Regierung darf die Bürgschaft der Region für Anleihen gewähren, die von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und von dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) auf den Kapitalmärkten aufgenommen werden, um die in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" und von der "Société wallonne du Crédit social" gewährten Öko-Darlehen zu finanzieren.

Die Regierung darf die Bürgschaft der Region für von dem "Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie" (Fonds zur Verringerung der Gesamtkosten der Energie) gewährten Darlehen gewähren.

#### KAPITEL III — Schlussbestimmung

**Art. 8** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel 6 wird am 19. Dezember 2008 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 954 (2008-2009), Nrn. 1 und 2

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 1. April 2009

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1326

[2009/201639]

**3 APRIL 2009.** — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructures) en houdende bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 10 maart 1994  
betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures"*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", vervangen bij het decreet van 8 februari 1996 en gewijzigd bij de besluiten van 4 februari 1999 en 27 november 2003 en bij het programmadecreet van 23 februari 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De maatschappij wordt belast met :

1° de terbeschikkingstelling, onder bezwarende titel, ten gunste van de gebruikers, van de wegen- en autowegeninfrastructuren die het voorwerp zijn van het programma tot voltooiing van de ontbrekende schakels, tot afschaffing van de knelpunten en tot voltooiing van de grote assen opgenomen op de Europese schema's van het transeuropese vervoersnet, waarvan ze tegelijkertijd de financiering, de uitvoering, het onderhoud en de exploitatie waarborgt.

Onder terbeschikkingstelling wordt verstaan de toekenning van het recht op toegang tot de infrastructuren en op het gebruik ervan, met inachtneming van de aard en bestemming ervan;

2° het onderhoud van het gebouwde wegen- en autowegennet van gewestelijk belang, waarvan ze, onder bezwarende titel, tegelijkertijd de financiering en de uitvoering waarborgt.

In de zin van deze bepaling wordt verstaan onder :

a) weg- en autowegennet, het bedekte gedeelte van het openbaar domein, dat als weg dient en voor het voertuigenverkeer bestemd is, met inbegrip van de pechstroken en met uitsluiting aan de aanhorigheden;

b) netwerk van gewestelijk belang, de infrastructuren die aan het domein van het Waalse Gewest toebehoren;

3° het beheer, onder bezwarende titel, van de werking van de waterwegeninfrastructuren die het voorwerp zijn van het programma tot voltooiing van de ontbrekende schakels, tot afschaffing van de knelpunten en tot voltooiing van de grote assen opgenomen op de Europese schema's van het transeuropese vervoersnet, waarvan ze tegelijkertijd de financiering, de uitvoering, het onderhoud en de exploitatie waarborgt.

Onder beheer van de werking wordt verstaan de uitvoering van de materiële diensten, met name het beheer van de werking van de infrastructuur, met inbegrip van de levering van de diensten die nodig zijn voor die werking en voor het gebruik van die infrastructuur opdat het Waalse Gewest de openbare dienst i.v.m. de bevaarbare waterwegen zou kunnen verlenen, en het optimale gebruik van die bevaarbare waterwegen in het Waalse Gewest, en de verantwoordelijkheid voor die werking, alsook de toekenning van het recht om die infrastructuur te gebruiken;

4° het beheer van de infrastructuur van openbaar nut en de inning van de ontvangsten bedoeld in artikel 8bis om mee te werken aan de commerciële opwaardering van het wegen- en waterwegennet van het Gewest en bij te dragen in de financiering van de bevoegdheden bedoeld in 1° tot 3°.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de in § 1, 1° en 3°, bedoelde infrastructuur die zij beslist uit te voeren en aan de maatschappij toe te vertrouwen.

§ 3. De financiële programmering van de werkzaamheden bedoeld in dit decreet wordt door de raad van bestuur van de maatschappij vastgelegd en ter goedkeuring aan de Regering overgelegd. »

**Art. 2.** In artikel 3, eerste lid, 1, 2°, worden de woorden "in artikel 2, § 2" vervangen door de woorden "in artikel 2, § 1, 4°"

**Art. 3.** De tweede zin van artikel 11, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1999, wordt geschrapt.

Artikel 11, § 2, wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« De modaliteiten voor de inning van het tolgeld worden door de maatschappij bepaald en door de Regering goedgekeurd. »

**Art. 4.** Er wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De maatschappij komt in aanmerking voor het vrijstellingsstelsel van het Gewest wat de onroerende voorheffing betreft. »

## HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest

**Art. 5.** De Regering bepaalt de modaliteiten die bij elke toekenning van de gewestelijke waarborg in acht genomen moeten worden.

**Art. 6.** § 1. De Waalse Regering mag vanaf 19 december 2008 voor rekening van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest haar waarborg aan de gemeentelijke Holding verlenen onder de voorwaarden die de Regering bepaalt.

§ 2. In geval van beroep tegen de gewestelijke waarborg verleend of hernieuwd na 31 maart 2009 voor rekening van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, wordt de kost door deze laatste volgens modaliteiten die nader bepaald worden door de Regering gedragen naar rato van hun participatie in het aandeelhouderschap van de gemeentelijke Holding, desgevallend via leningen aangegaan bij de rekening CRAC.

**Art. 7.** De Waalse Regering mag de waarborg van het Gewest verlenen voor de leningen die door de "Société wallonne du Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) aangegaan worden op de kapitaalmarkten met het oog op de financiering van ecoleningen bedoeld in de besluiten van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" en door de "Société wallonne du Crédit social".

De Regering mag de waarborg van het Gewest verlenen voor de leningen toegekend door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekost.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 8.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Artikel 6 treedt in werking op 19 december 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 954 (2008-2009), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 1 april 2009.*

*Bespreking - Stemmingen.*

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2009/12158]

#### Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 26 mars 2009, Mme Dominique Bloemen, experte technique, est promue par accession au niveau supérieur dans la classe A1 au titre d'attachée, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> avril 2008.

Un recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles, sous pli recommandé à la poste.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2009/12158]

#### Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 26 maart 2009 wordt Mevr. Dominique Bloemen, technisch deskundige, met ingang van 1 oktober 2008 door overgang naar het hogere niveau bevorderd tot attaché in de vakklasse A1, met ranginneming op 1 april 2008.

Een beroep tot nietigverklaring tegen de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel.